

[Nom, prénom]

Adresse : ...

Code postal, Ville : ...

Téléphone : ...

Courriel : ...

À

Madame / Monsieur le Procureur de la
République

Tribunal judiciaire de [Ville compétente]

Adresse : ...

Fait à [Lieu], le [date]

Objet : Dépôt de plainte – pollution environnementale persistante, mise en danger de la vie d’autrui (chlordécone) et carence fautive de l’Etat

LRAR – Lettre recommandée avec accusé de réception

Numéro :

Madame, Monsieur le Procureur de la République,

Je soussigné(e) [Nom, prénom], demeurant à l’adresse susmentionnée, ai l’honneur de porter plainte auprès de votre autorité pour des faits graves de **pollution environnementale persistante, d’atteinte à la santé publique** et de **mise en danger délibérée de la vie d’autrui et carence de l’Etat**, liés à la contamination des sols par le pesticide chlordécone dans les départements de Guadeloupe et de Martinique.

I. Exposé synthétique des faits

Le chlordécone, pesticide organochloré reconnu pour sa toxicité et sa persistance exceptionnelle dans l’environnement, a été utilisé massivement dans les bananeraies antillaises jusqu’en 1993, y compris après son interdiction dans d’autres territoires.

Cette utilisation a entraîné une contamination durable des sols, des eaux et de la chaîne alimentaire. À ce jour, cette pollution demeure active et expose les populations locales à des risques sanitaires graves, scientifiquement documentés, notamment des cancers, des troubles hormonaux, neurologiques et reproductifs.

La persistance de cette situation révèle une exposition prolongée à un danger connu, sans dépollution effective des terres concernées.

II. Qualification juridique des faits

Les faits exposés sont susceptibles de qualification pénale, notamment au regard des dispositions suivantes :

- **Article 223-1 du Code pénal** : mise en danger délibérée de la vie d’autrui par violation manifestement délibérée d’une obligation de prudence ou de sécurité.
- **Articles L.110-1 et suivants du Code de l’environnement** : principes de prévention, de précaution, de réparation des dommages environnementaux et de protection de la santé humaine.

- **Article L.1311-1 du Code de la santé publique** : obligation de prévention des risques sanitaires et de protection de la santé des populations.
- **Articles 1, 2 et 5 de la Charte de l'environnement**, à valeur constitutionnelle : droit à un environnement respectueux de la santé et obligation d'agir face à un risque de dommage grave et irréversible.

III. Portée publique de la présente démarche

La présente plainte s'inscrit dans une démarche d'intérêt général. Ce modèle est volontairement rendu public afin de permettre à toute personne concernée, directement ou indirectement, de saisir individuellement le Procureur de la République, conformément à l'article 40 du Code de procédure pénale.

Chaque citoyen est en droit de signaler des faits susceptibles de constituer une infraction pénale et de demander qu'ils fassent l'objet d'investigations judiciaires.

IV. Demandes

En conséquence, je vous prie respectueusement de bien vouloir :

1. Enregistrer la présente plainte pour mise en danger délibérée de la vie d'autrui, en lien avec la pollution par le chlordécone ;
2. Ouvrir toute enquête ou investigation que vous jugerez nécessaire afin de déterminer les responsabilités pénales des auteurs, commanditaires éventuels et des autorités publiques impliquées ;
3. Déterminer et engager les suites judiciaires appropriées **au** regard de la gravité, de la durée et de l'impact sanitaire avéré des faits exposés ;
4. Ordonner à l'État français de prendre toutes mesures nécessaires pour protéger les populations exposées et assurer leur sécurité sanitaire ;
5. Mettre en œuvre ou prescrire les mesures nécessaires à la dépollution effective des sols et à la restauration de l'environnement ;
6. Engager les poursuites et faire condamner les personnes physiques ou morales responsables de cette pollution toxique ;
7. Veiller à ce que les victimes de cette pollution soient pleinement reconnues et puissent bénéficier de toutes les réparations civiles, sanitaires et environnementales prévues par la loi, afin de compenser intégralement les préjudices subis ;
8. Me tenir informé(e) des suites données à la présente plainte.

V. Pièce jointe

- Copie de ma pièce d'identité.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur de la République, l'expression de ma considération distinguée.

Signature

[Nom, prénom]

: